L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 9 FEVRIER 1882. 55me Année.

Dufour, Bonzet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS JEUDI, 9 FEVRIER 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par Jas P. Guinault, sur le chemin de la Métairie, en face du Parc et à côté du café Saxe, une vacherie.

Le commerce avec le Mexique.

Les voies faciles de communication qui existeront bientôt entre le Mexique et les Etats-Unis, appellent l'attention des représentants du Texas au Congrès sur les moyens les plus propres à employer pour déterminer un grand développement de relations commerciales entre les deux pays. Il ne suffirait pas, en effet, de construire des chemins de fer pour favoriser les échanges, si les obstacles de tarif continuaient à les entraver et même à les empêcher, comme cela arrive aujourd'hui. On a besoin d'un tarif de revenu aux Etats-Unis, mais ce tarif, dans la situation financière brillante où ils se trouvent maintenant, pourrait être réduit sans nuire gravement à leur prospérité fiscale. Le tarif de revenu n'en est pas moins vu de très bon œil parce qu'il est tout à la fois un tarif de protection. Si ce besoin n'existait pas, il est très probable que le tarif serait sérieusement réduit dans l'intérêt du commerce extérieur des Etats-Unis, ce qui donnerait une vaste impulsion à la restauration de la marine marchande américaine. On retrouverait donc, et au delà, d'un côté, ce qu'on perdrait de l'autre.

Mais la difficulté ici, c'est que le Mexique a encore plus besoin que les Etats-Unis d'un tarif de revenu, et même jamais il n'en a éprouvé si vivement le besoin qu'aujourd'hui. Pour encourager les compagnies, mexicaines ou étrangères, à doter le Mexique d'un vaste réseau de voies ferrées, le gouvernement de ce pays a dû faire et a fait des concessions de toutes sortes, en terres et en argent. Ces concessions ont été fort libérales, si libérales même qu'on craint que le gouvernement mexicain ne puisse y suffire. Les terres ne manquent pas, et, de ce côté, les compagnies ont l'assurance d'avoir une satisfaction prompte et entière. Mais du côté de l'argent, ce n'est pas tout à fait la même chose, bien que le Mexique abonde en mines riches de toute espèce de métaux. Ces mines appartiennent presque toutes à des compagnies étrangères, et le gouvernement n'en fait pas exploiter une seule pour son propre et privé compte. Les terres y vaudraient mieux que les mines si l'émigration européenne s'était portée au Mexique comme elle s'est portée aux Etats-Unis.

Mais cet élément de fortune a manqué jusqu'ici au Mexique, et s'il était privé du revenu que lui procure le tarif, il serait fort gêné, car les sommes provenant de la taxe foncière ou des taxes indirectes sont absorbées en grande partie par l'administration civile des Etats, et surtout par les frais que coûte l'entretien d'une armée considérable et qui ne peut être réduite, vu le levain de rébellion ou de révolution qui existe, plus ou moins, dans chacun des Etats de la fédération mexicaine, bien qu'il disparaisse tous les jours d'une manière très marquée.

Le Mexique a donc besoin d'un gros tarif de revenu, et il sera peut-être moins disposé à le modifier aujourd'hui que jamais, en raison justement des engagements qu'il a contractés envers les compagnies qui construisent les voies ferrées sur lesquelles il compte pour le développement et l'exploitation de ses ressources. Le travail est entrepris sur beaucoup de points. Nous en savons quelque chose ici d'où plus de 1000 nègres ont été envoyés à Tampico sur la demande d'une compagnie de construction, et où mille autres sont déjà enrôlés pour la même destination.

Nous ne pouvons que voir avec satisfaction une inauguration d'entreprises pareilles dans un pays qui nous touche sur une vaste étendue de territoire, et dont la prospérité matérielle serait, pour ainsi dire, notre œuvre. Mais il faut que cette œuvre s'achève, et nous ne voyons pas comment elle pourrait s'achever si le Mexique se privait de la meilleure source de son revenu par une mutilation radicale de tarif. Néanmoins, les partisans d'un traité de réciprocité commerciale avec le Mexique ont l'espoir que ce traité pourra être négocié et mené à bonne fin si les Etats-Unis font au Mexique des offres en rapport avec l'importance de la question, et M. Coke, représentant le Texas au Sénat des Etats-Unis, vient d'y prononcer à ce sujet un discours fort remarquable. M. Coke appartient évidemment à la vieille école démocratique qui avait pour credo suprême le principe du revenu, mais, bien que ce principe ait passé de mode, le développement rapide de l'industrie américaine ayant donné raison au principe opposé, il n'en est pas moins bon de rappeler le premier, de temps en temps, quand ce ne serait que pour empêcher l'autre de produire des conséquences funestes s'il était poussé à l'excès, et M. Coke, en soutenant de nouveau une ancienne thèse, aura probablement produit au Sénat une impression utile.

On compte, d'ailleurs, qu'il y ait mis plus de passion qu'un autre n'aurait pu le faire, l'Etat du Texas, qu'il représente au Congrès, étant le plus intéressé à l'ouverture des voies ferrées de communication avec le Mexique qui lui est limitrophe. Notre tarif, a-t-il dit, en ajoutant une taxe de 45 pour cent au prix de nos marchandises et au taux de fret, exclut du marché mexicain nos manufacturiers qui ne peuvent faire de profit qu'à la condition de pouvoir vendre à meilleur marché que leurs concurrents. M. Coke partage l'opinion de M. Morrill sur l'exclusion des articles américains, mais il ajoutait que ce même fait est une raison suffisante pour en fair avec des droits de 50 à 90 pour cent, établis pour protéger des articles supérieurs. Selon lui, notre développement extraordinaire fait d'en débouché étranger pour nos produits manufacturés une nécessité impérative, et pour soulager notre marché, qui est encombré, nous devons vendre à plus bas prix que nos concurrents étrangers ne peuvent le faire. Nos fonderies ... fournissent 30 pour cent de surplus pour l'exportation et qui payent une taxe de protection sur tout ce qu'ils manquent, payent, portant, seulement moitié de 5 pour cent sur le capital, tandis que les fabricants font des dividendes de 8, de 10, de 20 et de 40 pour cent. Lors de la panique de 1873, sans les taxes de tarif, les fermiers américains auraient fait 3 piastres là où les fabricants n'en auraient perdu que la moitié d'une.

M. Coke a dénoncé la politique de prohibition comme ayant créé une aristocratie de chemins de fer, et, par l'établissement d'une taxe sur le fer et sur l'acier, comme ayant chargé les fermiers d'une hausse de fret sur leur tarif résultant du prix élevé de la construction des chemins de fer. Il dit que l'extension des manufactures dans le Sud établirait la liberté du commerce, parce que ces manufactures, ayant sur les lieux la matière première et travaillant à cause de cela avec plus davantages, ne craindraient pas la concurrence.

Le tarif américain, si élevé, prohibe l'entrée de quelques uns de nos articles, spécialement l'entrée de nos articles de coton, et comme les importations mexicaines consistent en matières premières qui ne payent pas de droit, il s'en suit que nous n'avons rien à offrir au Mexique en retour de l'abaissement de son tarif. Mais il y a un moyen, a dit M. Coke. Nous devons avoir un tarif qui diminue le prix de nos marchandises à l'étranger, et qui admette les produits étrangers en échange des nôtres. Un traité de réciprocité avec le Mexique devrait être soutenu et pressé avec énergie comme un moyen d'abolir la Zone libre avec ses facilités de contrebande, comme un moyen aussi de donner aux citoyens américains le droit d'acquérir et de posséder des terres sur la frontière mexicaine, de réprimer le brigandage, et de régler définitivement la question de limite territoriale entre les deux pays.

M. Coke a combattu une assertion de M. Morrill qui avait dit que le premier tarif d'octobre 1789 montre que les pères de la République s'étaient engagés dans une politique de protection industrielle. Le rapprochement entre les colonies naissantes et si faibles de cette époque et nos Etats souverains si puissants, a-t-il dit, prouve que la politique de 1789 n'est plus applicable de nos jours.

Le discours de M. Coke a duré trois heures; et nous regrettons de ne pouvoir en donner qu'une faible idée. Nous sommes certain qu'il n'aura pas d'influence sur nos rapports commerciaux avec l'Europe, mais il en aura probablement sur nos relations d'affaires avec le Mexique, et de tous les traités dans lesquels on voudrait engager les Etats-Unis, le traité de réciprocité avec le Mexique est celui qui presse le plus et qui, à raison de la proximité de la Louisiane en possession aujourd'hui du plus grand et du meilleur port du Golfe, est aussi celui qui nous intéresse le plus. Quant à M. Coke, bien qu'il n'ait soutenu qu'une thèse surannée, il s'est élevé, dès son début, au rang des premiers économistes des Etats-Unis. Son discours retentira au loin.

—Le Malakoff Bitter grandit chaque jour dans la faveur populaire.

☞ Le comble de l'élégance : se coiffer au magasin du "Robt. E. Lee."

Dans la dernière séance de l'académie des sciences, tenue à New-York, un employé du bureau du recensement des Etats-Unis, M. Porter, a donné d'intéressants détails sur les dettes des Etats, des comtés, des villes. La statistique officielle fournit à cet égard les chiffres suivants pour l'année 1880 :

Dettes des Etats	$360,373,310
do des comtés	125,452,100
do des townships	30,190,861
do des villes	776,846,133
do des écoles	17,494,110
Total	$1,200,359,514

Afin de donner plus d'extension au Bureau des signaux des Etats-Unis, et de généraliser ses informations, le général Hazen suggère la création d'un bureau semblable dans chaque Etat, en rapports constants avec le Bureau central. On sait les services que ce dernier rend à l'agriculture, aux chemins de fer, aux villes et à la navigation, par ses indications des phénomènes atmosphériques et de la direction qu'ils prennent.

Si quelquefois il y a erreur dans ses "probabilités," c'est qu'il manque de renseignements précis, au dehors de ceux qui viennent des stations déjà établies, mais point assez nombreuses pour ne rien laisser ignorer au bureau central. En Europe, un système complet de signaux a été adopté par les divers gouvernements. Un journal de Paris, Le Temps, publie chaque jour, une carte de l'Europe avec les indications atmosphériques, pluie, vent, tempête, beau temps, prévues pour chaque pays; les voyageurs, et surtout les marins, la consultent avec attention. La science, dans ses applications diverses, permet de devancer le vent, dans sa promptitude de relations entre les peuples. Grace à l'électricité, on peut être prévenu à la Nouvelle-Orléans de l'arrivée prochaine de l'orage descendant la Vallée du Mississippi, ou nous arrivant des solitudes de l'Ouest. En complétant le système par la création de nouveaux bureaux, il n'y aurait plus de surprise possible, et l'on prendrait les précautions nécessaires afin de parer au danger signalé.

La suggestion du général Hazen, dont les connaissances spéciales en ces matières et la longue expérience, sont généralement appréciées, mérite qu'on la prenne en sérieuse considération.

De tous les Etats du Sud, le Texas est le plus favorisé des capitalistes du Nord. Ceux de Chicago, ayant à leur tête l'Hon. C. R. Parwell, ont organisé un syndicat pour la construction d'une maison d'Etat, à Austin, et ils se sont assurés, comme compensation des dépenses prévues, une concession de terre de 3,000,000 d'acres. Le prix de la construction du Capitole ne dépassera pas deux millions de dollars, et on estime la terre concédée de neuf à quinze millions de dollars. Le constructeur se nomme Mathias Schnell, de Chicago. Son cautionnement a été signé par John W. Parwell et Chs. Parwell; l'affaire est donc conclue.

Une nouvelle étoile à l'horizon : Miss Dora Henninges vient de débuter dans l'opéra Fidelio, sur le théâtre de Chicago, avec un succès retentissant. Les critiques de cette ville parlent avec enthousiasme de la beauté et de l'étendue de sa voix, soprano des plus dramatiques. Miss Henninges a fait son éducation musicale dans sa ville natale. Le succès de son début la range parmi les célébrités du jour.

N'oubliez pas, dit un journal de l'Ouest, lorsque vous lisez une critique à l'adresse de la politique extérieure de M. Blaine, que les stalwarts se sont entendus pour tuer sa candidature présidentielle, et que le président Arthur est un stalwart.

Les eaux minérales "Eureka Springs", du Kansas, deviennent célèbres. Bien nombre de personnes, atteintes de la goutte, vont leur demander la santé. Parmi les personnalités remarquables arrivées dernièrement, on cite l'Hon. C. C. Washburn, du Wisconsin, accompagné de son frère, l'Hon. Israël Washburn, du Maine. M. E. B. Washburn, ancien ministre à Paris, leur frère, doit bientôt les rejoindre. Ces trois frères, qui ne sont plus de la première jeunesse, souffrent de rhumatisme. Leur présence dans le Kansas va vivement les intéresser dont jouissait déjà les "Eureka Springs."

D'après le rapport du Bureau national de santé, il y ... les Etats-Unis 40,037 décès causés par la petite vérole durant l'année dernière. Philadelphie est la ville qui a eu le plus grand nombre de victimes, soit 1,139. Puis viennent Chicago, 824; New York, 433; Pittsburg, 414; St-Louis, 5 [illegible] de St-Louis, 28; Nouvelle-Orléans, 4. St-Louis et la Nouvelle-Orléans ont été privilégiées l'année dernière, comme elles le seront cette année.

La crise financière en France.

Nous lisons, dans le *Figaro* :

"De mémoire d'habitué de la Bourse, jamais débâcle pareille ne s'était vue. Jamais on un seul jour la baisse n'avait atteint des proportions aussi considérables. On avait à peine le temps de coter un cours, qu'un cours inférieur lui succédait. Et cela s'est continué ainsi pendant trois heures sans qu'une amélioration, même la plus légère ait été connue.

"Toutes les autres préoccupations disparaissent devant cet effondrement général de toutes les valeurs, qui aura certainement pour conséquences de nombreuses ruines. On était bien disposé pourtant, chacun fait un point d'honneur de payer de sa personne au lendemain d'une liquidation qui ne s'était pas terminée sans peine. On cite notamment plusieurs charges, parmi celles des agents les plus posés, dont le capital, sérieusement entamé, a été reconstitué dans les vingt-quatre heures.

"Détail qui a son importance : la baisse a commencé à midi et dans précis, juste une demi-heure après que tous les règlements avaient été faits à la chambre syndicale. Si la baisse était survenue la veille, beaucoup peut-être n'auraient pas pu payer ; et qui sait ce qui serait alors arrivé?

"Au milieu de l'affolement général, de la panique universelle, il est bon de noter, d'ailleurs, que la confiance n'a jamais manqué. Les plus éprouvés, ceux que l'on pouvait craindre de voir sombrer dans la tourmente étaient là, à leur poste, calmes, comme s'ils n'avaient pas dû se saigner aux quatre veines pour faire face à leurs engagements. Quelques Bourses moins mauvaises et la situation se rétablissait peu à peu. Au lieu de cela, elle s'est encore aggravée et dans des proportions qui, cette fois, sont réellement inquiétantes.

"Le bilan de la seule journée est effrayant.

"Les diverses dépréciations subies par les valeurs de spéculation pure se chiffrent par trois cents millions de perte sur l'Union générale, soixante dix millions sur le Suez, qui avait déjà perdu quatre cent quatre-vingts millions depuis le commencement du mois; cent vingt millions sur la timbale. Les cours d'hier font perdre à l'Alpine 50 0/0 de son capital, et la baisse de la rente représente tout près de trois cents millions de francs.

"Comme toujours, ce ne sont pas les motifs qui manquent pour expliquer cette nouvelle panique. Selon les uns, le marché a été ébranlé par les ordres innombrables de ventes venus de Lyon; selon les autres, la baisse est le fait d'un syndicat bien connu, dont l'un des membres les plus importants, M. Lebaudy, n'a, d'ailleurs pas cessé venir à la Bourse depuis deux jours. A en juger par les impressions de toutes sortes qui assaillaient hier son nom, chaque fois qu'il était prononcé, il fera peut-être bien de s'abstenir d'y paraître encore pendant quelque temps.

"M. Lebaudy est le plus riche raffineur de Paris; il en est également le plus grand propriétaire foncier. Entre autres immeubles qui lui appartiennent, nous citerons le théâtre du Vaudeville et le marché d'Agnesseau.

"La valeur de toutes ces maisons représente bien près de cent cinquante millions, dont il touche les loyers au moyen d'un seul employé et d'un comptable.

"Ce qui fait supposer que M. Lebaudy n'est pas tout à fait étranger au mouvement de baisse, c'est que l'on se souvient qu'il avait acheté autrefois 60,000 Suez à 300 fr., et qu'il est connu de tout le monde que la hausse formidable de cette valeur a été, en grande partie, son œuvre, puisqu'il l'a successivement poussée jusqu'à 3,500 fr.

"Pourquoi a-t-il lâché les Suez une fois arrivés à ce prix! Nous n'avons pas à le rechercher, mais on comprend très bien que 60,000 titres tombant tout à coup sur le marché aient lourdement pesé sur les cours, et amené la baisse actuelle.

"On ajoute que M. Lebaudy aurait pour associé, dans l'œuvre qu'il vient d'accomplir, un banquier très connu pour être l'un des intimes de M. Gambetta.

"En tous cas, que cette baisse soit ou non l'œuvre du syndicat en question, on a calculé que l'effondrement subi par toutes les valeurs depuis le commencement du mois représente, à l'heure qu'il est, une perte de cinq milliards pour la France, —juste le montant de l'indemnité de guerre payée à la Prusse.

"Une seule valeur, le Suez, supporte une différence de cinq cents millions.

C'est assez et c'est trop! Il faut liquider! Il faut amputer les membres malades! Il faut panser les plaies... Il faut surtout sauver ce qui n'est encore que menacé!"

Le *National* s'exprime ainsi :

"La crise qui vient d'éclater avec une si brusque violence sur le marché de Paris, était prévue de tous ceux qui observent depuis quelques mois, les agissements de la spéculation.

"De sages mesures avaient été prises pour éviter le péril. Les avertissements étaient venus de toutes parts. Les intermédiaires avaient discuté et restreint les crédits. Les reports avaient été tenus, même sur nos fonds publics, à des taux presque décourageants.

"Ces précautions sont malheureusement restées sans effet. On a continué à pousser les cours de certaines valeurs au delà de toute mesure, de telle sorte que l'ensemble des titres en spéculation constituait une charge que les ressources normales de la place ne lui permettaient pas de soutenir.

"On peut évaluer sans exagération à près de deux milliards cette augmentation des engagements de la place par suite des plus-values conquises par les cours dans un intervalle d'un an.

"Sur cette somme, la Banque de France a pu fournir environ 1 milliard, soit par l'escrolsement de son portefeuille commercial, soit par le compte des avances sur titres. La situation, avait, par conséquent, un caractère d'incontestable gravité.

"Il faut reconnaître, cependant, que cette crise, préparée par tant de fautes, ne serait pas arrivée en quelques jours à ce degré d'intensité, et la politique n'avait eu, depuis deux mois, l'art déplorable d'alarmer les intérêts financiers et économiques."

Le XIXe Siècle répond au Figaro :

"La France a perdu cinq milliards, déclame le *Figaro*—juste la montant de l'indemnité de guerre payée à la Prusse. —Oui est tout simplement une bêtise ou une méchanceté. En quoi la fortune publique peut-elle être sérieusement atteinte par la baisse subite et bien méritée de quantité de valeurs qu'une spéculation désordonnée avait portées à une hauteur que rien ne pouvait justifier? Et quant aux sociétés sérieuses qui ont une base d'opération réelle, effective, en quoi la baisse du titre porte-t-elle atteinte à leur véritable valeur?

"La baisse des titres du Suez, par exemple, diminue-t-elle, en quoi que ce soit, les bénéfices que peut réaliser très légitimement cette grande et belle entreprise? Aucune valeur, à la vérité, n'est à l'abri des jeux pervers de la spéculation; mais l'est-il, public qu'il appartient de mesurer sa confiance et de ne pas se laisser entraîner par l'appât des gros bénéfices aléatoires.

"Non, la France ne s'est pas appauvrie par l'effondrement de quelques valeurs surmontées par la spéculation. Il s'opère un tassement depuis longtemps prévu; et nous voudrions espérer que la rude leçon qui en est résultée ne sera pas perdue pour le bon public, et que désormais il sera plus attentif, plus scrupuleux dans le placement de son épargne."

Nous ferons en sorte de donner, dans notre prochain numéro, d'autres détails et commentaires que nous emprunterons aux journaux français qui nous sont parvenus, hier soir, à une heure avancée.

Boston possède 500 organisations de charité; elle dépense $600,000 en charités privées et $400,000 en charités publiques. Le capital de la charité ... de $50,000,000. ... distributeurs se ... contre les impostures qui, ayant le travail, comptent vivre aux dépens du public; ils ont adopté un plan qui les met à l'abri de toute tromperie : un registre sur lequel sont inscrits les noms des familles réellement pauvres.

Le service en mémoire de Garfield aura lieu le 25 février, dans la Chambre des Représentants, à Washington. Il commencera à midi.

M. Blaine est chargé de prononcer l'oraison funèbre.

Théâtre de l'opéra.

Malgré tout le désir que nous en avons il nous est impossible à l'heure où finit *Hamlet*, d'entreprendre le compte-rendu de cette soirée. Nous en donnerons les détails dimanche, et nous serons alors plus à notre aise pour le faire, puisque nous aurons entendu une fois de plus cette œuvre capitale.

Aujourd'hui, bornons-nous à dire que la bénéficiaire, Mme Gerster, a réalisé ce que nous attendions d'elle au âme cette. Elle a chanté et joué cette scène de la folie d'une façon supérieure : des perles dans le chant, des larmes dans la voix, de l'émotion réelle, qui se traduisait non seulement par l'accent, mais encore sur le visage qui se décomposait graduellement, et dont l'expression mobile était vraiment saisissante. Aussi, la salle, un peu froide jusqu'à cet acte, a retrouvé là toute sa chaleur, tout son élan, et le succès a été complet pour la tragédienne et la cantatrice.

L'averse de bouquets et de couronnes a commencé, et Ophélie, dans la vérité de personnage, est bien morte en cueillant des fleurs.

Nous écrirons dans notre bulletin prochain ce que nous pensons de l'interprétation d'Hamlet par M Cigni. Ce rôle est écrit dans une tonalité un peu grave pour cet artiste, beaucoup plus chez lui quand il chante du Verdi.

Hamlet est peut-être l'ouvrage le plus difficile d'exécution qui soit au théâtre; nous voulons parler surtout de la partie orchestrale. Eh bien! notre devoir est de reconnaître qu'en somme l'orchestre de M. Behrens s'en est très heureusement tiré. Citons à la hâte la façon dont a été rendue l'introduction—sourde—mais toute pleine de nuances fines, délicates, où les cordes et les cors chantent un andante d'une ampleur magistrale, débordant de sentiment; superbe entrée en matière qui décèle tout d'abord le grand maître.

Rappelons encore l'introduction suivante, celle qui annonce avec tant de puissance dramatique la scène tragique entre toutes de l'esplanade, l'apparition du spectre. Le motif si large, si chaud, confié au trombone, a été remarquablement phrasé, nuancé par M. Cailler. Nous avons tenu à nous informer du nom de l'instrumentiste afin de lui adresser ici nos sincères félicitations.

—Ce soir seconde représentation d'*Hamlet*, qu'il nous faut entendre encore, nous le répétons, pour en mieux juger.

L. F. C.

GRAND OPERA HOUSE. — Les "Sharps and Flats" succéderont aux "Bostonians" et nous ne doutons pas qu'ils ne soient bien accueillis. Le pièce de ce nom est assez une pièce pour rire, et Robson et Crane se distinguèrent nécessairement, car ils peuvent compter parmi les meilleurs comédiens du monde. Nous ne croyons pas qu'il y ait en Amérique deux acteurs mieux en scène que ceux là. A ce soir donc les "Sharps et les Flats."

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — Le temps n'est pas favorable aux amateurs de théâtre qui aimeraient mieux un peu de froid sec à la place de tant de boue. Néanmoins les représentations des Troubadours sont bien suivies et, ce soir, ils donneront le "Patchwork," spectacle de la même famille que "Brook" qui a valu un beau succès aux Troubadours.

THEATRE ST. CHARLES — On dit qu'il y aura un changement de programme dans le spectacle de ce soir. Les ménestrels de Haverly y paraîtront à leur plus grand avantage et donneront pleine satisfaction à leurs amis. Ils sont du reste très courus, et ils n'ont pas jusqu'ici à se plaindre du public.

UN MONSTRE.—La baleine, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, sera exposée dans la bâtisse qui a été construite tout exprès, en tête de la rue du Canal. A partir de dimanche, 12 février, de 9 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir, tous les jours Cette baleine a 60 pieds de long. C'est la plus grande curiosité naturelle qui ait jamais été offerte à la curiosité publique. Elle a déjà été visitée par plus de trois millions de gens dans les villes principales des Etats-Unis.

Le président Arthur persiste à fermer les portes de la Maison Blanche aux coureurs de places. Faisse-t-il adopter la même politique durant toute sa présidence?

Le gén. Hurlbut, l'intrigant ministre qui, de concert avec M. Blaine, embrouillait la situation entre les deux républiques près des quelles il était accrédité, revient chez lui. Un journal croit qu'il y a de fortes probabilités que cet ambassadeur décoré fera des révélations désagréables pour son chef de file, M. Blaine. La fameuse compagnie péruvienne compte aussi sur M. Hurlbut, depuis qu'elle a cessé d'être certaine de l'appui de l'ancien secrétaire d'Etat.

Si la réduction de la taxe sur le whisky doit en améliorer la qualité, Cincinnati est pour la réduction, dit un journal de cette dernière ville.

—A voir l'immense affluence qui se presse dans tous les établissements de consommation, on pourrait croire que, de toutes les nations d'Europe, c'est la France qui consomme le plus de café.

Il résulte, cependant, des chiffres connus, que c'est tout le contraire qui a lieu. Ainsi, en Angleterre, malgré l'énorme consommation de thé qui s'y fait, il est établi que chaque personne consomme, en moyenne, 1 livre 1/8 de café. En Allemagne, la consommation; de café s'élève à 4 livres par personne; en Danemark, la consommation atteint 5 livres 1/2; en Suisse, 6 livres; en Belgique, 8 livres 1/2; en Hollande, 10 livres 1/2; aux Etats Unis, 7 livres 1/2, et, enfin, en France, la consommation est seulement de 2 livres 1/2 par personne.

Seuf l'Angleterre, où la consommation n'est que de 1 livre 1/8 par personne, c'est donc encore en France que l'on consomme le moins de café, proportion gardée, bien entendu, avec la population de chacun des pays que nous venons de citer. Mais, en aucun pays, la proportion n'est aussi forte qu'en Californie, où il s'en consomme 20 livres 1/2 par tête.

Au moment où la grave question du traité de commerce entre la France et l'Angleterre semble s'éclaircir d'une conclusion définitive, d'autre part, les mesures préparatoires pour l'établissement du chemin de fer entre les deux pays sont plus actives et plus consolantes.

Si, pour le tunnel, les travaux ont été interrompus, à la suite de difficultés sérieuses, par contre, en ce qui concerne la ligne à ciel ouvert, on sait tout ce qui, précis et mathématique, la marche des opérations s'active de plus en plus. Des comités d'ingénieurs du premier mérite se forment, des chambres de commerce et des sociétés géographiques organisent des réunions où des conférences seront faites spécialement au sujet de la voie à ciel ouvert.

Nous croyons savoir qu'après celles qui ont eu lieu au Grand-Hôtel à Paris, à Boulaix et à Arras, vendredi, nous pu, celles du Havre, Nancy, Lyon et Marseille. Le première de celles-ci aura lieu très prochainement.

M. Prudhomme, pour les étrennes de son aîné, la même chez l'éditeur de musique choisir quelques morceaux.

—Sérieusement, dit-il, mêmes, petite, de ne pas prendre ces niaiseries sentimentales, qui n'ont aucun sens. Ainsi, celle-là, par exemple : "Oiseau frivole!"

Vous savez bien, ma mère, que l'oiseau frit ne vole pas."

—Ceux qui ont connu du Malakoff Bitter ont le plus grand éloge comme tonique ... leur.

Grande vente à Bellevue de vin de Bordeaux, Sauternes, Bourgogne, Champagne, Xérès, Porto, Madère, Malaga, Jurançon, Frontignan, Lunel, Rhône, Rhin, Moselle, Bordeaux, Bourgogne, Cognac, Rhum, Whisky, Gin, Bitter, Liqueurs, Absinthe, Vermouth, Bière, Cidre, Eau de Vichy, Eau de Seltz, Eau de Selles, Eau de Cologne, Eau de Lavande, Eau de Quinquina, Eau de Pomade, Eau de Toilette, Eau de Mélisse, Eau de Vie, Eau de Vie de Marc, Eau de Vie de Cerise, Eau de Vie de Prune, Eau de Vie de Framboise, Eau de Vie de Mirabelle, Eau de Vie de Kirsch, Eau de Vie de Genièvre, Eau de Vie de Pomme, Eau de Vie de Poire, Eau de Vie de Pêche, Eau de Vie de Coing, Eau de Vie de Cassis, Eau de Vie de Fraise, Eau de Vie de Groseille